

## **Matin Première : tensions entre Syrie et Turquie, victoire des Frères Musulmans en Egypte**

Avec Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des Pays Arabes, nous évoquerons les tensions entre la Syrie et la Turquie ainsi que la victoire des Frères Musulmans en Egypte.

Posez vos questions au 070/22.37.37, via [Facebook](#) et Twitter (#matin1), ou encore en remplissant le formulaire ci-après.

-G.Lauwerijs : Et notre invité ce matin, c'est Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des mondes arabes, Bertrand Henne. On va parler ce matin de l'Egypte et de la Syrie.

-BH : Oui, avec deux événements importants qui surviennent au Moyen-Orient à quelques heures d'intervalle. D'abord ces tensions entre la Turquie et la Syrie à propos de cet avion turc abattu par la Syrie. Une réunion d'urgence de l'Otan a lieu aujourd'hui à Bruxelles, et c'est la deuxième fois en 63 ans que ce type de réunion d'urgence est convoqué. Et puis, l'autre événement, c'est l'accession à la présidence en Egypte d'un membre de la confrérie des Frères musulmans : Mohamed Morsi qui a inauguré son mandat par un entretien appelant à renouer des relations diplomatiques avec l'Iran et à revoir les traités de paix avec Israël. Antoine Basbous, bonjour.

-AB : Bonjour.

-BH : L'Egypte est-elle en passe de bouleverser les équilibres stratégiques au Moyen-Orient ? On va résumer cela : est-ce que la paix avec Israël est menacée au profit d'une alliance avec l'Iran ?

-AB : Le président Morsi a fait démentir ce qu'on lui a attribué sur l'Iran et a assuré qu'il n'a pas donné d'interview dans ce sens. Donc, de ce côté-là, il est trop tôt pour se prononcer, bien que la paix froide avec Israël, qui dure depuis 1979, ne va pas se réchauffer avec l'arrivée d'un Morsi, d'un Frère musulman, au pouvoir en Egypte. Sous Mubarak, les demandes d'Israël étaient aussitôt adoptées. Mubarak recevait à tout moment les dirigeants israéliens à Charm el-Cheikh. Il leur accordait ce qu'ils voulaient. Il était parfois plus sévère avec les Palestiniens que ne l'était l'Etat d'Israël. Et donc aujourd'hui, il y a un changement de donne, d'autant plus que le Hamas, qui gouverne Gaza, est une branche des Frères musulmans égyptiens, et le Hamas s'est félicité de l'élection de Morsi au Caire.

-BH : Vous aviez dit, c'est vrai, cet entretien avec l'agence de presse iranienne a été démenti par l'entourage du président Morsi. Par contre, sur la remise en cause des traités de paix avec Israël, ça c'est une position de campagne des Frères musulmans. Vous pensez qu'ils ne vont pas pouvoir la tenir ?

-AB : Dans la première déclaration de Morsi comme président, il a annoncé qu'il allait respecter tous les engagements internationaux de l'Egypte. Les propos de campagne de Morsi engagent ceux qui les avaient entendus. Mais cette paix froide pourrait se transformer, avec le temps, en, je dirais, presque une guerre froide, parce que l'opinion publique des Frères musulmans, s'il ne veut pas trahir son camp, n'est pas très

amène à l'égard d'Israël. Et puis, Gaza va beaucoup peser sur l'opinion publique égyptienne, et le durcissement de l'Égypte à l'égard d'Israël sera une réalité.

-BH : Oui. Revenons peut-être à l'Iran, à ceux qui voyaient peut-être un peu trop facilement les Frères musulmans islamistes renouer des relations avec l'Iran et former une sorte d'arc islamiste avec l'Iran chiite. C'est aller beaucoup trop vite en besogne, Antoine Basbous, de dire ça ?

-AB : C'est même allé à l'encontre du vent qui souffle sur la région, qui est un vent de crispations entre les deux communautés de l'Islam, les sunnites et les chiites. Il y a vraiment aujourd'hui deux courants. L'un s'appuyant sur l'axe est-ouest, c'est-à-dire le croissant chiite mise en place par l'Iran depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Cet axe-là est contré par un autre, nord-sud, qu'on voit aujourd'hui et qui s'étend de la Turquie jusqu'en Arabie et qui est un axe sunnite majoritaire. L'Égypte fait partie de ce dernier. Donc, idéologiquement, les Frères musulmans sont une branche du sunnisme radical qui voue une certaine haine idéologique aux chiites de l'Iran, et vice-versa. Je ne crois pas beaucoup à cette proximité entre l'Iran radical et l'Égypte des Frères musulmans.

-BH : Alors, ce qui est intéressant, même si, vous l'avez dit, son entourage a dénié ces déclarations, mais quelle sera vraiment la marche de manœuvre des Frères musulmans et de Mohamed Morsi en particulier sur la politique étrangère de l'Égypte ? Va-t-il vraiment pouvoir peser ? Vous nous avez dressé tout à l'heure quelques contours de ce que ça pourrait faire évoluer avec la relation avec Israël, mais est-ce qu'il va vraiment pouvoir peser ? On sait bien que c'est surtout le Conseil suprême des forces armées qui a la main jusqu'à maintenant sur la politique étrangère de l'Égypte. Est-ce que donc là-dessus, les Frères musulmans vont vraiment pouvoir peser et compter ?

-AB : Disons que les fondamentaux des relations internationales de l'Égypte pèsent sur plusieurs poids. D'abord la relation avec les États-Unis : les Américains fournissent à l'Égypte une aide annuelle de près de 2 milliards de dollars, une aide militaire de 1,3 milliard et le reste, une aide civile. Est-ce que l'Égypte peut s'en passer ? Je ne pense pas. Est-ce que Morsi a envie de s'en passer, lui qui a fait ses études aux États-Unis et qui a été à Washington en début d'année pour rassurer les Américains sur les intentions de la confrérie si jamais elle accédait au pouvoir ? Je ne le crois pas non plus. Ensuite, l'autre point d'ancrage de la politique étrangère égyptienne, c'est le rapport à l'Arabie saoudite. Or l'Arabie aujourd'hui a besoin d'un soutien arabe de plus grands pays, notamment l'Égypte, face à l'Iran que l'Arabie perçoit comme étant un Iran hégémonique. Et donc l'Arabie, qui a promis 5 milliards de dollars à l'Égypte post-Moubarak, n'a remis à l'Égypte que 500 millions. Et les caisses égyptiennes sont vides et le soutien de l'Arabie et des pays du Golfe qu'elle peut entraîner avec elle est primordial. Il est crucial pour une économie égyptienne à la dérive.

-BH : Est-ce qu'on peut dire que, quelque part, malgré l'élection de Mohamed Morsi et des Frères musulmans à la présidence, l'armée en Égypte n'a jamais eu autant de pouvoir ? Je vous lisais : vous disiez qu'on assiste à une restauration déguisée du système de pouvoir militaire en Égypte. Alors c'est assez paradoxal : un Frère musulman élu président et peut-être jamais eu autant de pouvoir pour l'armée.

-AB : C'est vrai. Auparavant, tous les pouvoirs de l'armée aujourd'hui étaient entre les mains de Moubarak qui était le chef de l'armée, le chef de l'État, le chef de tout. Aujourd'hui, avant de remettre le poste à Morsi, l'armée a dépouillé la présidence de la république de toutes ses capacités, en quelque sorte, de tous ses pouvoirs. Et ce qui a été symbolique, ça a été la visite, hier, de Morsi au ministre de la Défense, le Maréchal Tantaoui, au siège de son ministère, au lieu que ce soit l'inverse qui se passe, au lieu que ça se passe dans un lieu neutre. C'est le président élu qui s'est rendu au ministère de la Défense pour rencontrer son ministre de la Défense. Et le CSFA, c'est-à-dire l'armée, va continuer à nommer le ministre de la Défense, donc, qui sera toujours Tantaoui, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Intérieur, et sans doute le ministre des Finances. En plus, le président va prêter serment devant la haute cour constitutionnelle et

non pas devant le Parlement dissous sous les instructions du CSFA. Donc voilà, le rapport de force est établi. A l'heure actuelle, c'est le CSFA, c'est l'armée qui détient quasiment tous les pouvoirs. Mais cette situation peut évoluer parce que les Frères musulmans ne se voient pas, n'accepteraient pas à l'avenir de rester comme ça les mains liées dans le dos et d'être de faux témoins.

-BH : Il y a beaucoup d'inquiétudes dans l'opinion publique occidentale autour des Frères musulmans. Est-ce qu'ils peuvent occuper le pouvoir avec un islamisme modéré, en respectant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, un petit peu comme les chrétiens-démocrates, en Europe, l'ont fait après la Deuxième Guerre mondiale ? Est-ce que vous y croyez, vous ? Ou est-ce que les Frères musulmans vont diriger l'Egypte vers un régime vraiment islamiste dur ? Comment est-ce que vous voyez les choses ?

-AB : Je pense que l'ambition des Frères musulmans, c'est d'abord et avant tout d'islamiser la société égyptienne pour que le pays tombe comme un fruit mûr dans leurs mains. Et donc cela a nécessité beaucoup de patience, ils ont attendu 84 ans. Et cela va s'expliquer par le contrôle de la culture, des médias, de la justice, de l'enseignement. Et ainsi, ils vont fabriquer une société de leurs mains. Cela dit, l'armée a dans l'esprit le modèle turc, l'exemple turc. L'armée ne veut pas lâcher aux Frères musulmans ce que l'armée turque a fait avec l'AKP pour retrouver des dizaines voire des centaines de généraux en prison. Donc l'armée qui est aussi en Egypte une puissance financière, c'est la première puissance financière du pays qui contrôle près de 25 % du PIB, n'est aucune envie de rentrer dans ses casernes. Donc il va y avoir, à l'issue de cette cohabitation forcée d'aujourd'hui, un bras de fer pour savoir qui sera le vrai maître du pays. A l'heure actuelle, c'est l'armée qui l'est, avec Morsi comme vitrine islamiste. Mais les islamistes ne vont pas en rester là, ils veulent essayer d'infiltrer encore davantage la société pour contrôler les pouvoirs, et tous les pouvoirs. Nous les avons vus boulimiques depuis l'année dernière. Ils avaient annoncé qu'ils ne brigueraient pas plus de 30 % des postes de députés, et puis de 50 %, et puis finalement de 100 %. Ils avaient annoncé qu'ils n'auraient pas de candidat à la présidence de la république, ils l'ont gagnée. En plus, il faut ajouter un autre élément, c'est qu'ils ont, sur leur droite, les salafistes qui les poussent à la radicalité. Ils ne vont pas pouvoir mettre un peu d'eau dans leur vin ou dans leur thé, parce que les salafistes vont essayer de les coincer et de les pousser à la faute.

-BH : Alors, voilà pour la description de ce qui se passe en Egypte. Sur l'autre événement important de ces dernières heures, l'avion turc abattu en Syrie, Antoine Basbous. Une réunion d'urgence de l'Otan a lieu aujourd'hui à Bruxelles, c'est la deuxième fois en 63 ans que l'Otan se réunit en vertu de l'article 4 de sa charte qui prévoit des consultations lorsqu'un pays membre juge que son intégrité territoriale, son indépendance politique, sa sécurité est menacée, et c'est le cas de la Turquie aujourd'hui. Et la seule autre fois, c'était déjà la Turquie à propos de la guerre en Irak. Est-ce qu'on assiste là à une simple escarmouche, Antoine Basbous, ou au début d'une escalade entre les Occidentaux et la Turquie, et la Syrie de l'autre ?

-AB : C'est tout au moins une escalade politique. La semaine dernière, nous avons vu qu'un avion a fait défection, il s'est posé en Jordanie ; et la Syrie, le lendemain, a abattu un avion militaire turc dans l'espace aérien syrien qu'il venait de franchir mais, apparemment, dans les eaux internationales. Cela voulait dire que la Syrie voulait montrer ses muscles, remonter le moral de ses troupes, avertir la Turquie sur le fait qu'elle est trop conciliante avec l'opposition, elle donne des camps de réfugiés, des camps d'entraînement à l'Armée syrienne libre. Et par la frontière turque, transitent beaucoup d'armements et beaucoup de moyens au profit de l'opposition militaire syrienne. Donc ce qui s'est passé, c'est un avertissement aussi russe à l'Otan, parce que c'est une base de missiles antiaériens qui est pilotée souvent par des officiers russes. Donc il y a là un durcissement. Mais les Turcs, depuis 15 mois, ont beaucoup parlé, haussé le ton, menacé, mais jamais passé à l'action. Donc là, ils se drapent de l'Otan et haussent le ton, mais on ne voit toujours pas d'action à l'encontre de la Syrie.

-BH : Rapidement, il nous reste 30 secondes, Didier Reynders, le ministre belge des Affaires étrangères, n'a pas exclu une intervention internationale en Syrie en dehors du cadre des Nations unies, c'est le seul ministre européen à l'avoir fait. Est-ce qu'une intervention militaire est imaginable à terme ou pas, selon vous, Antoine Basbous ?

-AB : En tout cas, il faut être intelligent et non pas rassurer Assad en lui disant " jamais nous n'interviendrons, vous avez carte blanche ". Il faut toujours laisser planer cette menace, même si, à l'heure actuelle, elle n'est pas très réaliste. Mais je comprends tout à fait que les Occidentaux disent aux Syriens " on n'en peut plus de vous voir massacrer aux chars et aux hélicoptères votre peuple, et nous ne pouvons pas rester les bras croisés ". Il faut quand même garder ce bâton entre les mains.

-Merci, Antoine Basbous.